

# AZERBAÏDJAN : FICHE PAYS – JANVIER 2024



Catégorie OCDE (2023) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+/Ba1/BB+

Change : manat / Régime de change de facto fixe / USD

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -35% d'ici 2030

## FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures (gaz)
- Maîtrise des finances publiques
- Fonds de réserve qui confère au pays une confortable marge de manœuvre

## FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures
- Fragilité du secteur bancaire
- Défaillances en matière de gouvernance
- Risque d'instabilité dans le Haut Karabakh

## SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : La croissance de l'Azerbaïdjan a été tirée en 2023 par les secteurs hors hydrocarbures alors que le pays fait face à une baisse de sa production de pétrole et que l'exploitation de gaz n'a pas atteint son potentiel. L'atténuation de l'inflation, les investissements publics et la hausse attendue des exportations de gaz devraient permettre une stabilisation de la croissance autour de +2,3% en 2024. La forte dépendance de l'économie aux hydrocarbures limite les perspectives à moyen terme, malgré une volonté du gouvernement de diversification.
- Vulnérabilité des comptes publics : la situation des finances publiques, très dépendantes du secteur pétrolier et gazier (55%-60% des revenus environ), tend à se dégrader avec la baisse de la production de pétrole et des cours mondiaux moins favorables qu'en 2022. L'excédent devrait se réduire à 2% du PIB en 2023 et le solde pourrait être tout juste équilibré en 2024. La gestion des finances publiques reste rigoureuse et le niveau d'endettement du pays (moins de 20% du PIB) limitent fortement le risque souverain. Les actifs du fonds de réserve SOFAZ (environ 60% du PIB), confèrent en outre à l'Etat azerbaidjanais de confortables marges de manœuvre.
- Vulnérabilité extérieure : la banque centrale intervient pour maintenir une parité fixe du manat face au dollar. Les données relatives à la dette extérieure sont limitées, notamment sur sa composition. Son niveau est en baisse depuis le pic atteint en 2020 (56%). Le ratio pourrait être ramené à 32% en 2024. Les réserves représentent de l'ordre de 7 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : les performances du secteur ont eu tendance à s'améliorer depuis la fermeture de quatre établissements en 2020. La dollarisation s'est nettement réduite. Le taux de créances douteuses affiché est satisfaisant (3,1%) mais vraisemblablement sous-estimé.

### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Ilham Aliyev dirige le pays depuis octobre 2003. Il a convoqué des élections présidentielles anticipées en février 2024 (avril 2025 selon le calendrier initial) qui devraient lui assurer un nouveau mandat dont la durée a été portée à 7 ans. Les manifestations de mécontentement de la population sont limitées par la répression. Après l'opération militaire éclairée qui a permis à l'Azerbaïdjan de prendre le contrôle de l'ensemble du Haut Karabakh en septembre 2023, des négociations sont en cours avec l'Arménie pour fixer les frontières et parvenir à un accord de paix.
- Climat des affaires : les défaillances en matière de gouvernance constituent un obstacle au développement du secteur privé non pétrolier. Des efforts sont néanmoins réalisés pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investisseurs étrangers.

### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : L'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques, particulièrement son secteur agricole, exposé aux risques d'inondation et d'extrême sécheresse. Le pays est un émetteur moyen de GES/hab. (67<sup>e</sup> rang sur 145) et ses émissions tendent à baisser (-0,9% entre 2014 et 2018 contre +1,3% sur les quatre années précédentes) mais reste une économie très dépendante des hydrocarbures. L'Azerbaïdjan dispose d'un potentiel important en termes d'énergies renouvelables, que le gouvernement entend développer. Le pays accueillera la COP 29 en novembre 2024.

## STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018 - 2022 (% du total)			
Exportations		Importations	
Hydrocarbures	90,1%	Machines, app. mécaniques	13,9%
Produits agricoles	3,8%	Voitures, véhicules terrestres	7,9%
		Combustibles	5,3%
		App. élect.	7,9%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018 - 2022 (% du total)			
Exportations		Importations	
Italie	35,5%	Russie	17,6%
Turquie	13,0%	Turquie	14,4%
Israël	5,0%	Chine	12,5%
Russie	4,0%	Allemagne	5,3%
France (17 <sup>ème</sup> )	1,2%	France (12 <sup>ème</sup> )	2,1%

Source: International Trade Center, CNUCED



## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

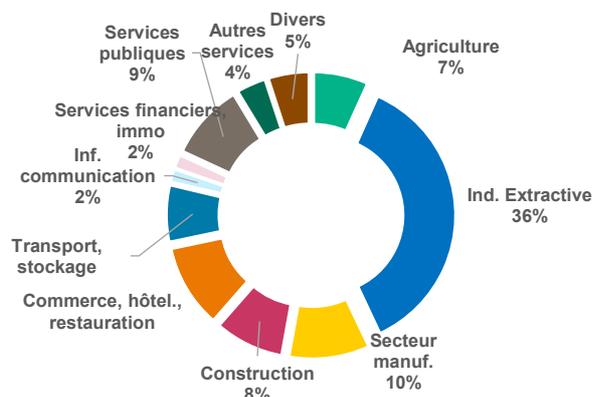
AZERBAIDJAN	2018	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	47,1	48,2	42,7	54,8	78,7	77,4	81,0
<i>Rang PIB mondial</i>	92	92	92	90	77	82	82
Population (Mns)	9,9	10,0	10,1	10,1	10,2	10,3	10,4
<i>Rang Population mondiale</i>	88	88	88	85	86	84	83
PIB / habitant (USD)	4 760	4 826	4 241	5 418	7 751	7 530	7 785
Croissance PIB (%)	1,5	2,5	-4,2	5,6	4,6	2,4	2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	2,6	2,8	6,7	13,9	10,3	5,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	2,5	2,9	NA	NA	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB) <sup>(1)</sup>	18,7	17,7	21,3	26,3	17,3	18,2	18,0
Solde public (% PIB) <sup>1</sup>	5,4	9,0	-6,4	4,1	6,3	2,0	0,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	2,4	1,8	2,2	1,8	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	12,8%	9,1%	-0,5%	15,1%	29,8%	12,4%	13,4%
IDE (% du PIB)	-1,7%	-2,9%	-1,8%	-4,1%	-6,5%	-4,2%	-2,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	2,8	4,6	4,7	4,0	6,8	7,0	6,2
Dette extérieure totale (% PIB)	47,1%	47,3%	55,7%	43,6%	30,5%	32,0%	31,5%
Dette extérieure CT (% PIB)*	1,2%	1,3%	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	1,70	1,70	1,70	1,70	1,70	1,70	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés ***	NA	22	25	19,1	19,3	18,5	NA
Taux de NPL ***	12,2	8,3	6,1	4,5	3,8	3,1	NA
ROE ***	-15,4	10,5	NA	NA	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	161	155	166	154	157	NA	NA
Rang doing business (190 pays)**	25	34	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	82	71	68	67	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	78	80	97	68	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Sources: FMI (WEO & rapport de mission 12/2023);\* Banque Mondiale;\*\*Oxford Economics;\*\*\* CBA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. (1) yc transferts SOFAZ (2) Hors gies publiques jusqu'en 2020, à partir de 2021 yc gie en faveur d'Aqracredit

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

### Azerbaïdjan : part des secteurs dans l'activité (% valeur ajoutée, 2022)



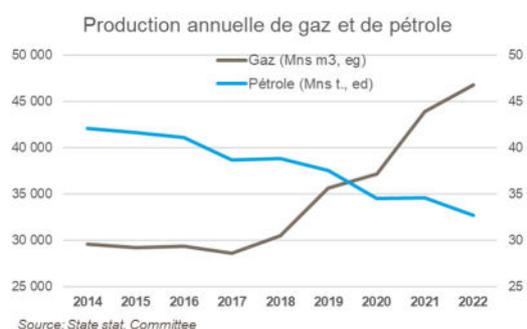
Source: Azstat

## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie très dépendante des hydrocarbures

Les industries extractives, essentiellement d'hydrocarbures, pèsent de l'ordre de 35% du PIB.

L'Azerbaïdjan, avec 7 Md de barils<sup>1</sup>, abrite les 3<sup>e</sup> réserves de pétrole de la Communauté des États Indépendants (CEI) mais loin derrière la Russie (110 Md) et le Kazakhstan (30 Md). La production annuelle est en baisse depuis 2010 en raison du moindre rendement du champ *off-shore* d'*Azeri Chirag Guneshli* (ACG), au large de la Mer Caspienne, d'où provient l'essentiel de la production. L'imposition de quotas au niveau de l'OPEP+ afin de soutenir les cours depuis 2020 pèse également sur l'activité d'extraction. Ils seront renforcés en 2024, ramenés de 684 000 bl/j à 551 000 bl/j pour l'Azerbaïdjan (en novembre 2023, le pays a produit 609 000 bl/j).



L'Azerbaïdjan compte désormais davantage sur l'exploitation de ses réserves de gaz naturel pour compenser progressivement la baisse de la production de pétrole. En 2006, la mise en production de deux nouveaux champs (ACG et Shah Deniz) a permis de tripler la production, dont une large partie est consommée localement (production d'électricité). Le gaz est également exporté, acheminé en Europe via une série de trois gazoducs qui relient l'Azerbaïdjan à l'Italie<sup>2</sup>, avec une capacité actuelle de l'ordre de 10 Mds m<sup>3</sup>.

L'Azerbaïdjan a développé la filière aval de transformation d'hydrocarbures, notamment la production d'éthylène et de propylène (unité d'Azerikimya) ou de carburant (raffinerie Heydar Aliyev de Bakou).

Le pays a également une activité minière (aluminium, or, minerai de fer, zinc).

- Normalisation de la croissance

Après la forte contraction de l'activité enregistrée en 2020 (-4,2%), le rebond a été marqué en 2021 (+5,6%) grâce notamment à la hausse des prix du pétrole. La croissance s'est ensuite tassée (+2,4 % prévu en 2023) sous l'effet conjugué d'un ralentissement de la production d'hydrocarbures et de la modération des

cours mondiaux. Le secteur hors hydrocarbures a tiré l'activité en 2023, notamment dans les secteurs de la construction et des transports.

L'inflation a pesé sur la consommation une partie de l'année. Elle a néanmoins nettement ralenti (moins de 4% en octobre 2023 contre plus de 12% fin 2022) et la tendance devrait se confirmer en 2024.

La modération des pressions inflationnistes a conduit la Banque centrale (CBA) à assouplir sa politique monétaire en ramenant son taux de référence à 8,5% en novembre 2023 puis à 8% en décembre (après 9% de mai 2022 à septembre 2023). La CBA devrait rester prudente dans la conduite de sa politique monétaire, compte tenu des incertitudes pesant sur l'évolution des prix mondiaux en 2024.

La croissance azerbaïdjanaise devrait retrouver son niveau de moyen-long terme pré-covid et se stabiliser autour de 2,3% en 2024 selon le FMI. Les prévisions restent assorties de fortes incertitudes liées notamment à l'évolution des conflits en Ukraine et au Proche Orient, avec des conséquences difficiles à évaluer, en particulier sur les cours des hydrocarbures. La hausse de la demande de gaz en provenance des pays européens qui diversifient leurs approvisionnements devrait en revanche être favorable à l'économie d'Azerbaïdjan.

A plus long terme, la croissance du pays dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en œuvre son programme de diversification de l'économie.

- Des efforts de diversification contraints par des faiblesses structurelles

Le plan de Développement Azerbaïdjan 2030 prévoit de réduire la dépendance du pays aux hydrocarbures et de promouvoir une économie plus diversifiée et durable. Mais le défi est de taille.

Le secteur manufacturier reste peu développé (10% du PIB environ) et dominé par la transformation de pétrole et la production agro-alimentaire. Les services devraient continuer à se développer, notamment les services financiers mais aussi les technologies de l'information (TIC), secteur jugé prioritaire par le gouvernement qui encourage les PME innovantes (exonération d'impôts).

D'importantes faiblesses structurelles ralentissent cependant la modernisation de l'économie : manque de compétitivité, faible niveau de gouvernance qui nuit au climat des affaires et donc au développement du secteur privé dans une économie caractérisée par l'omniprésence de l'Etat. La diversification au profit du secteur privé non-pétrolier, sans être remise en cause, risque d'être extrêmement lente, limitant le potentiel de croissance du pays.

<sup>1</sup> Source BP Stat review

<sup>2</sup> (1) Le gazoduc sud-caucasien vers la Turquie via la Géorgie mis en service en 2006 ; (2) le trans-anatolien (TANAP) jusqu'à la frontière

gréco-turque, inauguré fin 2019 ; (3) le trans-adriatique (TAP), vers l'Italie la mer Adriatique inauguré fin 2020. Cf p.5



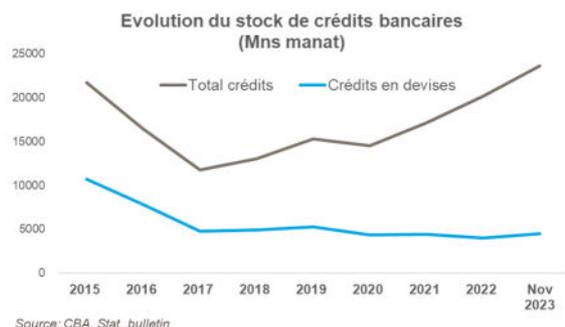
- La vulnérabilité du secteur bancaire persiste malgré des progrès

Le secteur bancaire, composé de 24 banques à fin juin 2023, est dominé par les banques privées (vingt-deux dont neuf partiellement ou totalement détenues par des capitaux étrangers) qui octroient environ 80% des crédits<sup>3</sup>.

Fragilisée par la forte dépréciation du manat en 2015 et 2016, la situation de l'ensemble du système bancaire semblait s'être améliorée après la restructuration de la plus grande banque du pays, l'IBA<sup>4</sup>. La crise de la COVID 19 a de nouveau pesé sur le secteur et conduit l'Etat à fermer en 2020 quatre banques privées figurant parmi les quinze plus grands établissements du pays (Atabank, AGBank, NBCBank and Amrakh Bank)<sup>5</sup>.

Des efforts de dédollarisation ont été réalisés ces dernières années, permettant une réduction du poids des crédits en devises à moins de 20% du total à mi-2023 (50% en 2015-16), et celui des dépôts en devises à 42% à la même date (80% en 2015).

Le stock de crédits a augmenté de plus de 60% entre 2020 et 2023, effaçant le net recul observé en 2015-17.



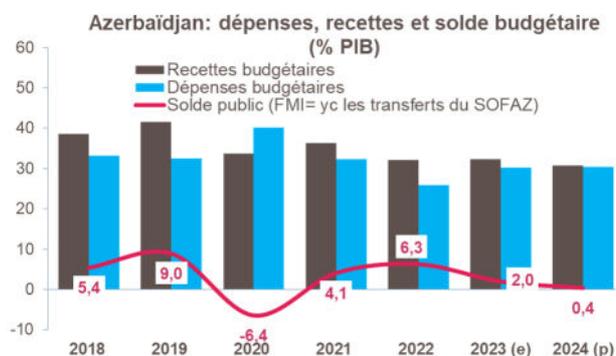
Les crédits bénéficient à près de 60% aux ménages. Les crédits aux entreprises sont concentrés dans les secteurs du commerce et des transports. Les PME reçoivent 54% des prêts aux entreprises.

Le ratio de capitalisation du secteur est satisfaisant, à 18,5% en septembre 2023.

Un programme de résolution des créances douteuses (NPL) lancé en 2019, dont l'objectif était de compenser les pertes liées aux conséquences de la dévaluation de 2015, a permis de les réduire. A mi 2023, le taux de NPL s'établissait à 3,1% du total des prêts selon la CBA. Toutefois, cet indicateur ne refléterait pas, selon le FMI, l'ensemble des risques, notamment en raison d'une différence dans les définitions retenues par la CBA par rapport aux critères internationaux pour l'estimation de ces prêts non performants.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Nette réduction de l'excédent budgétaire



Les recettes budgétaires proviennent pour environ 55%-60% des hydrocarbures. Ces revenus alimentent le fonds de réserve (*State Oil Fund of the Republic of Azerbaijan - SOFAZ*) à partir duquel les transferts sont réalisés chaque année vers le budget de l'Etat. Les fonds du SOFAZ sont également utilisés pour financer des projets stratégiques. A fin 2022, ses actifs avoisinaient 50 Md\$, soit plus de 60% du PIB. Les transferts en faveur du budget étaient en nette baisse en 2022 à moins de 26% du total des recettes budgétaires (contre 50% en moyenne sur la période 2010-21).

Après la forte détérioration du solde public observée en 2020 en lien avec le plan de soutien face à la crise COVID, la hausse des cours du pétrole a permis une rapide amélioration des finances publiques, permettant l'atteinte d'un excédent budgétaire de 6,3% en 2022.

En 2023, l'Etat devrait intensifier ses dépenses d'investissement, maintenant le déficit primaire hors hydrocarbures autour de -24% du PIB hors hydrocarbures. Ces mesures, couplées à la revalorisation, même modérée, des salaires, devraient se traduire par une réduction de l'excédent budgétaire à environ 2% du PIB.

Pour 2024, le budget est établi sur la base d'un prix du pétrole à 60\$/bl. Le gouvernement devrait modérer ses dépenses en privilégiant celles en faveur de la région du Haut Karabakh. Les revenus devraient rester contraints (modération des cours des hydrocarbures, exemptions d'impôts reconduites jusqu'en 2026). Le budget pourrait ainsi rester tout juste équilibré en 2024 selon le FMI (+0,4%). Le Ministère des finances prévoit même un déficit de -2,2% du PIB, mais avec une hypothèse de cours du pétrole conservatrice.

A plus long terme, l'évolution des finances publiques dépendra de la capacité de l'Etat à réduire le déficit hors hydrocarbures, notamment en améliorant la diversification de l'économie. Le SOFAZ

<sup>3</sup> Financial Stability Report S1 2023

<sup>4</sup> L'Etat est venu en aide à la Banque Internationale d'Azerbaïdjan (IBA), en difficulté dès 2012. Sa part dans le capital a été portée à 95%, sa dette internationale a été restructurée en 2017 et la

majorité de ses prêts non performants ont été transférés à une société de défaillance. L'établissement doit être privatisé.

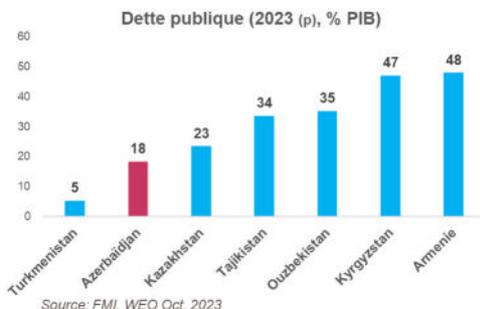
<sup>5</sup> La loi prévoit qu'une banque non solvable pendant 9 mois passe automatiquement sous le contrôle de la BCA



confère toutefois à l'Etat une confortable marge de manœuvre pour soutenir l'économie en limitant les conséquences sur le budget.

- **Une dette publique peu élevée**

Le niveau d'endettement public est peu élevé, inférieur à 20% du PIB (plafond fixé par décret présidentiel début 2022) et l'un des plus faibles de la région<sup>6</sup>.



À noter toutefois que le Gouvernement apporte également sa garantie sur d'importants montants de dette des entreprises publiques (non inclus dans la dette publique estimée par le FMI), notamment dans le cadre de la construction du gazoduc Southern Gas Corridor (9% du PIB) ou d'autres compagnies publiques (montant cumulé de l'ordre de 6% du PIB).

A fin juin 2023, la dette extérieure publique était évaluée à 10% du PIB<sup>7</sup>, libellée essentiellement (88%) en USD. Elle est à près de 60% à taux fixe, et près de 49% a une maturité inférieure ou égale à 5 ans (43% de 5 à 10 ans, le solde à long terme<sup>8</sup>).

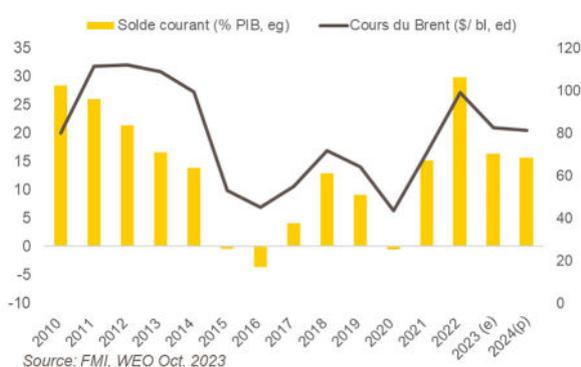
La dette souveraine de l'Azerbaïdjan ne semble pas présenter pas de risques particuliers.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un solde courant très dépendant des hydrocarbures**

Les hydrocarbures (pétrole, gaz et produits dérivés) pèsent pour environ 90 % des recettes d'exportations.

Evolution du solde courant et du cours du pétrole



<sup>6</sup> Jusqu'en 2020, les données d'endettement public publiées par le FMI n'incluaient pas les garanties accordées par l'Etat au titre des engagements des entités publiques ou privées. Depuis 2021, elles intègrent celles consenties à ABRACredit, l'entité qui a repris les actifs dépréciés de la banque IBA. Il s'agit d'une dette locale d'un montant estimé à 13,1% du PIB.

En 2022, le gaz représentait 40% des exportations en valeur d'hydrocarbures (contre 13% en 2019) et ce poids devrait continuer à progresser au détriment du pétrole (55 % en 2022). En effet, les volumes de pétrole produits sont orientés à la baisse, tandis que les exportations de gaz devraient progresser pour répondre à la demande croissante des pays européens soucieux de diversifier leurs approvisionnements depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le Président azerbaïdjanais a annoncé un objectif de doublement des ventes de gaz à l'Europe à l'horizon 2027 (à 20 Md m<sup>3</sup> contre 8 Md en 2021 et 12 Md en 2022). Pour l'atteindre, le pays devra toutefois accroître sa production<sup>9</sup> et développer les infrastructures de transport, en augmentant les capacités des gazoducs qui transportent le gaz vers les marchés européens.

En 2022, l'Italie était le premier marché de l'Azerbaïdjan pour les exportations de pétrole brut (plus du tiers du total) et le gaz (74%). La Turquie est également une destination privilégiée du gaz azerbaïdjanais. La mise en service du gazoduc Trans-anatolien puis l'inauguration de la connexion du TANAP à la Turquie fin 2019 et enfin la mise en service du tronçon reliant la Turquie à l'Italie fin 2020 ont permis une nette progression des volumes de gaz exportés. L'accord commercial préférentiel conclu avec la Turquie, entré en vigueur en mars 2021, devrait contribuer à développer les échanges avec ce pays.

Le solde courant resterait largement excédentaire, autour de 12%-13% du PIB en 2023-2024.

Malgré les efforts visant à développer la transformation d'hydrocarbures et donc d'exporter des produits à plus forte valeur ajoutée, la dépendance aux exportations d'hydrocarbures devrait rester une source de vulnérabilité.

- **Maintien d'une parité fixe du manat vis-à-vis du dollar**

En janvier 2017, la banque centrale (CBA) a annoncé sa décision de laisser le manat flotter librement après avoir introduit un système de flottage dirigé fin 2015. Mais face aux conséquences de la dépréciation du manat face au dollar (-13% en 2016 puis -6% en 2017), les autorités ont finalement privilégié le maintien d'une parité fixe dès mi-2017 (1,7 AZN/USD). L'excédent courant limite désormais fortement les pressions sur le cours du manat et la CBA dispose de réserves de change qui lui permettent, le cas échéant, de le défendre. Elles dépassaient 10,5 Md\$ fin novembre 2023 (or exclu, environ 7 mois d'importations).

<sup>7</sup> Source Min. des finances

<sup>8</sup> Source : Brèves économiques Turquie, Azerbaïdjan Géorgie, Turkmenistan n°343 DGT

<sup>9</sup> Des projets de Total Energies (champs d'Absheron) et de BP (Shaz Deniz et AGC) sont en cours de développement



- **Risque de surendettement extérieur modéré**

Le **ratio de dette extérieure** a atteint un pic en 2020 (56% du PIB). Il est orienté à la baisse depuis cette date et atteindrait 32% en 2022 selon les prévisions du FMI. Au S1 2023, la dette extérieure publique s'établissait à 6,6 Md\$ (de l'ordre de 10% du PIB). Les réserves (10,5 Md\$ à fin 2023) couvrent largement le service de la dette extérieure publique estimé, sur la base des données Banque Mondiale, à 3,1 Md\$ en 2024 et 1,2 Md\$ en 2025.

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Vers un accord de paix avec l'Arménie ?**

En septembre 2023, une opération militaire éclair a permis à l'Azerbaïdjan de contrôler l'intégralité des territoires du Haut Karabakh, convoités depuis la guerre contre l'Arménie (1991-1994). Les autorités arméniennes et azerbaïdjanaises ont entamé des négociations en novembre 2023 en vue de fixer les frontières entre les deux pays et de parvenir à un accord de paix. En l'absence de nouvelle revendication territoriale de l'Azerbaïdjan, la situation pourrait s'apaiser.

- **Domination du président Aliyev et de son parti, garante de la stabilité politique**

Ilham Aliyev a succédé à son père (Heydar Aliyev) en octobre 2003, puis a été réélu confortablement à chaque élection (86% des suffrages pour son 4<sup>e</sup> mandat en avril 2018). Des élections présidentielles anticipées ont été annoncées pour février 2024 (initialement programmées en avril 2025). La victoire de M. Aliyev fait peu de doute en l'absence d'opposition. Le mandat présidentiel est désormais de 7 ans et aucune limite de nombre de mandats n'est fixée. Le parti présidentiel (New Azerbaijan Party- NAP) détient une majorité à l'Assemblée (70 sur 125 sièges depuis les élections de 2020) et devrait continuer à dominer le paysage politique.

La politique sociale généreuse atténue les revendications, sans empêcher le mécontentement d'une partie de la population (jeune et citadine essentiellement), qui **reste cependant sous contrôle du régime**.

- **Une gouvernance encore faible**

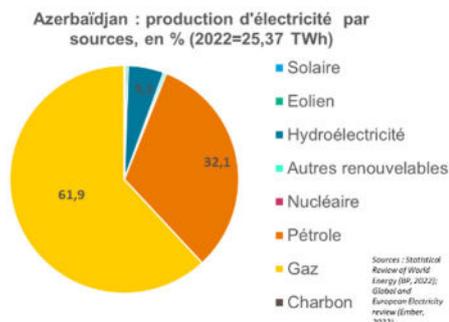
**Les performances de l'Azerbaïdjan en matière de gouvernance sont faibles** (notamment moins bonnes que celles du Kazakhstan) et s'améliorent peu. Le pays est au 157<sup>e</sup> rang (sur 180) de l'Indice de Perception de

la corruption 2022, en net recul par rapport à l'année précédente (128<sup>e</sup>), malgré l'annonce d'un plan national Anti-Corruption. Des progrès ont été réalisés en termes d'indépendance de la justice mais sont insuffisants s'agissant de la protection des droits de propriété selon le FMI.

**Le gouvernement, conscient de la nécessité d'attirer les investisseurs, a lancé différentes réformes** visant à faciliter l'obtention de crédits, de permis de construire, à développer les services aux PME ou digitalisation des services des douanes. La création de l'Azerbaijan Investment Holding doit en outre permettre d'améliorer la gouvernance au sein des entreprises publiques.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

**L'Azerbaïdjan est vulnérable aux changements climatiques**, particulièrement son secteur agricole (production de coton), exposé aux risques d'inondation mais aussi à l'extrême sécheresse, susceptible par ailleurs de déclencher d'importants incendies comme ce fut le cas en 2014. **Le pays est un émetteur moyen de GES/ hab.** (67<sup>e</sup> rang sur 145) et **ses émissions tendent à baisser** (-0,9% entre 2014 et 2018 contre +1,3% sur les quatre années précédentes). Le pays a lancé dès 2017 un plan en vue de réduire ses émissions de 35% (par rapport à 1990) à l'horizon 2030. Ses émissions sont principalement liées à la production d'énergie.



L'Azerbaïdjan dispose d'un potentiel important de développement d'énergie renouvelable non exploité, que le gouvernement entend développer. Le Ministère de l'Energie a ainsi signé en avril 2021 un accord avec l'IFC pour une évaluation du potentiel de capacité de production d'énergie éolienne, estimé à 3 000 MW. Deux projets ont été lancés par des entreprises russes (un *offshore* en mer caspienne, l'un dans les territoires du Haut Karabakh). La réalisation d'une centrale solaire (Garadagh) a débuté en mars 2023.

Enfin, **le pays accueillera à Bakou en novembre 2024 la COP 29**, qui sera présidée par l'actuel Ministre de l'écologie et des ressources naturelles (M. Babayev).



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
<b>Economies émergentes / Risque Pays</b>		
<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
<b>Global trends, Pays Développés, Conjoncture France</b>		
<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.